

qui constituent aujourd'hui le réseau national et à la construction de nouvelles lignes. A ceci viennent s'ajouter d'autres obligations indirectes moins considérables découlant de la garantie, par le Dominion, des obligations des services de Paquebots Nationaux et des commissions des ports émises principalement aux fins d'améliorer les ports. Depuis 1932, les garanties de certains emprunts de banque ont été données en vertu des différentes lois de secours. Avec l'entrée en affaires de la Banque du Canada le 11 mars 1935, la garantie [autorisée par l'article 27 (6) de la loi de la Banque du Canada] du dépôt qui doit être maintenu à la Banque du Canada par chaque banque à charte est entrée en vigueur. Cette garantie devra être invoquée "si les biens et l'actif de la Banque ne suffisent pas à acquitter ses dettes et engagements, et que la Banque suspende le paiement de l'une quelconque de ses obligations".

Pour détails complets concernant les autres garantis également en cours au 31 mars 1944, voir annexe "V" des "Comptes Publics" de 1944.

27.— Dette garantie du Dominion (montants détenus par le public), 31 mars 1924-44

NOTA.—Les tirets dans ce tableau indiquent qu'il n'y a pas de garantie sous ces rubriques pour les années correspondantes. Statistiques de 1914-23, p. 863, Annuaire de 1943-44.

Année	Chemins de fer, garanties d'intérêt et de principal	Chemins de fer, garanties d'intérêt seulement	Paquebots Nationaux	Commissions de port	Autres garanties	Banque du Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1924.....	309,628,762	216,207,142	-	-	-	-	525,835,904
1925.....	365,915,762	216,207,142	-	-	-	-	582,122,904
1926.....	364,415,762	216,207,142	-	-	-	-	580,622,904
1927.....	397,795,902	216,207,142	-	4,000,000 ¹	-	-	618,002,144
1928.....	440,224,186	216,207,142	828,789 ¹	9,467,165	-	-	666,727,282
1929.....	472,709,509	216,207,142	7,936,486	17,355,118	-	-	714,208,255
1930.....	590,091,292	216,207,142	9,400,000	21,335,118	-	-	837,033,552
1931.....	707,474,852	216,207,142	9,400,000	21,835,118	-	-	954,917,112
1932.....	753,080,146	216,207,142	9,400,000	21,835,118	-	-	1,000,522,406 ²
1933.....	748,874,239	216,207,142	9,400,000	21,670,472	28,272,301 ^{1,2}	-	1,024,424,154 ²
1934.....	746,035,434	216,207,142	9,400,000	21,634,472	93,296,073 ²	-	1,086,573,121 ²
1935.....	740,117,976	216,207,142	9,400,000	21,601,481	104,525,860	149,028,902 ¹	1,240,881,361
1936.....	747,366,632	216,207,142	9,400,000	21,576,481	96,044,370	188,202,917	1,278,797,542
1937.....	756,163,072	216,207,142	9,400,000	21,565,595	14,836,167	194,275,314	1,212,447,290
1938.....	803,740,048	216,207,142	9,400,000	21,260,595	18,399,635 ¹	194,859,595	1,263,867,015 ²
1939.....	838,658,616	216,207,142	9,400,000	21,200,338	87,617,198 ²	205,641,646	1,378,724,940 ²
1940.....	837,708,753	217,207,141	9,400,000	21,163,338	68,430,115 ²	202,324,405	1,355,233,752 ²
1941.....	836,398,498	117,072,699	9,400,000	21,145,182	121,802,817 ²	207,994,267	1,313,813,463 ²
1942.....	755,223,525	33,075,010	9,400,000	21,143,182	136,112,799 ²	241,931,985	1,196,886,501 ²
1943.....	675,957,496	10,505,683	9,400,000	21,046,682	90,604,364 ²	260,983,307	1,068,497,532 ²
1944.....	659,921,136	9,116,527	9,400,000	21,005,682	53,712,958 ²	359,158,155	1,112,314,458 ²

¹ Première année du relevé. ² Les avances non spécifiées relatives à l'écoulement du blé ne sont pas comprises. ³ Ne comprend pas les montants indéterminés et les montants non encore déterminés. Le principal de ces détails est la garantie des avances des banques à la Commission canadienne du blé.

Section 3.—Finances provinciales*

Sous-section 1.—Recettes et dépenses provinciales

Dans l'ensemble la période de guerre a été une période de prospérité sans précédent pour les provinces. Durant les quatre années de 1940-43†, les recettes nettes ordinaires et au compte capital ont augmenté de près de \$105,000,000 et ont atteint une cime de \$366,623,000. En 1942 et 1943, le revenu de chacune des provinces excède le montant global de ses dépenses ordinaires et au compte capital

* Revisé sous la direction de J. H. Lowther, chef de la Branche des Statistiques financières, Bureau Fédéral de la Statistique. Pour plus amples détails statistiques, voir "Statistiques financières des gouvernements provinciaux du Canada", Bureau Fédéral de la Statistique.

† Il est question des années financières expirant à la date la plus rapprochée du 31 décembre de l'année mentionnée.